

Les racines de la pédophilie*

par Stuart Waiton

Il y a quelques années, dans un livre sur la réglementation croissante de la vie des jeunes, je posais la question suivante : « Avons-nous peur des gamins ? » Si l'on en croit le rapport de l'*Institute of Public Policy Research* (IPPR), « *Orphelins de la liberté : élever la jeunesse dans un monde qui change* », la réponse à ma question est « oui ».

Le rapport, bâti autour d'entrevues avec des adultes de pays européens, montre que, alors qu'en Allemagne, en Espagne et en Italie, plus que la moitié des répondants a affirmé qu'ils interviendraient s'ils voyaient un groupe de jeunes de 14 ans vandaliser un abribus, au Royaume-Uni seulement 34 % ont répondu qu'ils auraient fait quelque chose. C'est avec l'Allemagne, où 65 % des répondants ont déclaré qu'ils essaieraient d'arrêter les vandales, que le contraste est le plus marqué : près du double par rapport aux adultes du Royaume-Uni.

Freedom's Orphans considère qu'une des causes de cet écart est qu'en Angleterre, les adultes hésitent à intervenir car ils craignent que leur intervention conduise à des réactions physiques violentes, à des injures ou à des représailles. De plus, cette peur des enfants et des jeunes semble en augmentation. Si l'on compare la situation actuelle avec celle de 1992, la proportion de gens qui se plaignent des « jeunes qui traînent » plutôt que des « voisins bruyants » a pratiquement doublé.

* Traduit de l'anglais par Ivan Maffezzini.

L'original est disponible sur le site de la revue électronique *Spiked* à l'adresse : <http://www.spiked-online.com/index.php?site/article/2032/>

Ce rapport est utile parce qu'il ne se contente pas d'analyser le comportement des enfants, mais qu'il considère aussi le rôle des adultes. On demande non seulement ce que les gens feraient pour arrêter les jeunes qui se comportent mal, mais on analyse aussi leur engagement et leurs relations quotidiennes avec les enfants.

Par comparaison avec les autres pays européens, Julia Margot de l'IPPR croit « *qu'il est moins probable que les adultes [britanniques] socialisent avec les enfants le soir* »¹. Au Royaume-Uni, nous ne sommes pas habitués aux jeunes qui traînent dans les lieux de socialisation des adultes : dans les bars, dans les cafés ou dans les centres-villes. Ce qui lui permet d'affirmer que les adultes britanniques ont moins l'habitude de s'engager et de traiter avec les jeunes.

C'est sans doute vrai. Lorsque j'ai eu l'occasion de visiter des pays comme l'Espagne, j'ai été surpris de voir à quel point les enfants et les jeunes sont beaucoup plus présents dans la vie publique qu'au Royaume-Uni. Je vis en Écosse et j'ai souvent observé que les restaurants italiens ou grecs ont une attitude plus détendue que la nôtre à l'égard des enfants : sans doute à cause de la vie familiale plus traditionnelle dans ces pays-là. Ce qui ne veut pas dire qu'ils laissaient faire n'importe quoi à leurs enfants, mais plutôt que, pour eux, c'est plus facile de se mettre en relation avec les enfants et de jouer un rôle actif pour contrôler leur comportement. Par contre, dans beaucoup de restaurants écossais, vous sentez une certaine tension quand vos enfants sautent de leur chaise et, en fin de compte, vous vous faites dire que le règlement sur la « santé et la sûreté » veut que les enfants restent assis immobiles.

À Hamilton aussi, là où j'ai fait ma recherche pour *Scared of the kids ?*, les adultes impliqués dans des activités pour les jeunes avaient à leur endroit une vision bien plus positive que la majorité des autres adultes. Il est intéressant

¹ *British adults 'fear youngsters'*, BBC News, 22 October 2006

d'observer que, dans mon propre voisinage, le seul adulte « étrange », qui s'arrêtait pour parler à mes enfants, était un ancien chef scout. D'une certaine manière, c'est comme si, pour un adulte qui n'a pas de rôle « officiel » vis-à-vis des enfants, l'accès à ceux-ci lui était interdit. Je m'empresse d'ajouter que moi aussi je fais partie de la catégorie des « exclus ».

Dans le communiqué de presse d'IPPR, les changements dans les rapports des adultes aux enfants, l'augmentation de la peur des jeunes et le clivage entre les générations sont mis au compte des énormes changements dans la vie des familles, dans la vie de quartier et dans l'économie. Ils soutiennent qu'il y a des changements réels dans l'enfance, mais que la « pédophobie », ou peur des enfants, « empire les choses ».

Tout cela semble se tenir. La société est plus fragmentée, nous avons moins de relations avec la société dans son ensemble et avec les autres individus en particulier et l'enfance a été en grande partie privatisée. L'ironie de la chose, c'est que pendant que les « autres » adultes s'effacent, les parents passent plus de temps avec leurs propres enfants.

Toutefois, il n'est pas clair si oui ou non cela implique que les adultes ont plus peur des jeunes et qu'ils sont moins préparés à s'engager avec eux. Les autres pays européens étudiés sont sans doute restés plus « solides », plus traditionnels et donc plus spontanément engagés avec les enfants ; mais je crois que ce n'est qu'un pan de l'histoire. La politique, les professionnels et les politiciens ont également eu un rôle à jouer dans la création de la « pédophobie ».

Un de mes collègues, Ted, gardien dans un centre communautaire, a été récemment innocenté d'une accusation d'agression d'un adolescent qu'il avait fait sortir d'un centre de jeunesse. Maintenant Ted a peur de faire son travail et, dans un certain sens, ce qui lui fait peur ce ne sont pas les enfants en tant que tels mais les lois et les règlements qui

encouragent les parents à « porter plainte » ; la police a porté son cas devant les juges et a complètement isolé Ted puisque le syndicat a refusé de le soutenir.

Un ami sociologue m'a dit, sur un ton qui ne laisse pas place au doute, qu'il ne s'approcherait pas d'un petit enfant à cause de « *ce que les gens peuvent penser* ». De même, il me dit que lorsqu'il rencontre ses étudiantes à l'université, c'est toujours avec la porte du bureau ouverte. Il s'agit ici d'une pédophobie d'un autre genre : ce n'est pas une simple conséquence des changements économiques ou dans la communauté.

Pour continuer sur la lancée : d'où vient l'idée qu'approcher des jeunes peut vous mettre en danger ? La distance grandissante entre adultes et jeunes en est sans doute une des causes. Peut-être, comme le suggère le rapport d'IPPR, qu'il est plus probable que les jeunes se comportent mal parce que les adultes n'interviennent pas. Mais regardons les choses en face : indépendamment du fait qu'objectivement le comportement des enfants a changé, il est clair qu'on a l'impression que les choses empirent parce que, depuis au moins dix ans, les politiciens ont joué avec l'insécurité des gens en parlant de « racaille » et de « voyous ». Plutôt que de lutter contre une peur exagérée des jeunes, ils l'ont encouragée.

Les politiciens, les fonctionnaires responsables des logements, ASBO², et plusieurs autres sources n'ont de cesse de nous envoyer le message que des adultes qui interviennent quand les jeunes se comportent mal, ce n'est plus « ce qui ce fait ». Par exemple, dans une conférence à laquelle je viens de participer, Bill Pitt (le gourou d'ASBO envoyé en tournée dans le pays pour promouvoir ASBO) a raconté un événement auquel il a assisté, où un jeune fonça sur une vieille dame pour monter dans un autobus en la faisant tomber par terre.

² Anti-Social Behaviour Order.

Il interpella le jeune à propos de son comportement. J'ai demandé à Pitt si cela voulait dire qu'il aurait suggéré à d'autres adultes d'être plus actifs quand les jeunes ont un comportement antisocial. Il m'a répondu que non. Il paraît que *Big Bill* peut être actif, mais que, pour « *la communauté-des-sans-confiance-en-soi* » comme il dit, c'est l'État, à travers sa police de quartier, qui doit agir.

Ayant commencé par soulever le point très important que les adultes ne sont pas préparés à intervenir pour régler le comportement des jeunes, le rapport du IPPR fait des suggestions décevantes qui ne font qu'empirer les choses. Il cite d'anciennes recherches datant des années 1970 et 1980 sur les jeunes, pour montrer que les adolescents qui passent plus de temps avec leurs amis qu'avec leurs parents et ceux qui fréquentent des clubs de jeunes sans structure officielle plutôt que de s'impliquer dans activités structurées, ont plus de probabilités d'être impliqués dans des activités criminelles et violentes. D'autres indicateurs de « problèmes » comme la dépression, le fait d'être célibataire ou divorcé, de vivre dans des logements sociaux, d'être sans qualification professionnelle, sont aussi mis en relation avec les enfants qui ne sont pas impliqués dans des activités structurées mises en place pour la jeunesse. Toutefois les pourcentages pour ces soi-disant problèmes sont tous particulièrement faibles : dans les exemples que je viens de citer, ils vont de deux à cinq pour cent. Même en considérant d'autres « causes » évidentes de ces différences, comme, par exemple, la classe, on ne n'y voit pas plus clair.

La solution que les auteurs proposent dans leur conclusion, c'est d'augmenter le nombre d'activités structurées. Ils proposent que tous les enfants des écoles secondaires soient obligés de participer à des activités hors curriculum pendant au moins deux heures par semaine et que les parents qui refusent de les envoyer paient une amende.

Ignorons pour un instant l'aspect autoritaire de cette proposition. Il est erroné de supposer que cela aurait un impact positif quelconque sur le crime et sur le comportement social, même si certains enfants profiteront de ces activités. Cette proposition non seulement ne fait rien pour résoudre le problème du clivage entre adultes et enfants mais elle l'empire. Non seulement on escamote le problème autrement plus important des adultes rendus passifs, mais on adhère encore plus à la croyance que se mettre en relation avec les enfants des autres, c'est n'est pas une affaire des autres adultes mais plutôt des experts. On adhère aussi à la croyance que les jeunes qui sortent sans surveillance sont un problème potentiel, ou le deviendront : plutôt que de l'attaquer, ils contribuent à augmenter cette « pédophobie » dont ils s'inquiètent.

L'ironie de la chose, c'est qu'avec l'augmentation des soupçons envers les adultes qui se portent volontaires pour travailler avec les jeunes, il est difficile de savoir qui prendra en charge toutes ces activités structurées proposées par IPPR.

En plus, en défendant l'idée que les enfants sont mieux avec leurs parents ou avec d'autres adultes dans un environnement structuré, plutôt qu'avec leurs amis, ce rapport fait courir le risque de désocialiser ou même d'infantiliser encore plus les jeunes. Les enfants sont déjà trop portés à être « élevés dans du coton ». Passer plus de temps avec leurs parents et en compagnie d'adultes qui les surveillent et diminuer le temps qu'ils passent avec leurs amis ne fera qu'exacerber la tendance.

Ce qui ne veut pas dire que les jeunes devraient avoir le « droit » de vagabonder en liberté mais plutôt que, pour le développement des communautés, nous avons besoin que les enfants deviennent plus, et non moins, publics ; il faut que les adultes voient les jeunes non comme le problème de quelqu'un d'autre mais comme un bien public.

Les auteurs du rapport, comme le gouvernement actuel, ne se rendent pas compte des potentialités d'une communauté où les adultes s'engagent activement avec les jeunes ; ils préfèrent une solution « étatique », fondée sur une plus grande réglementation des jeunes. Mais cette approche, en fin de compte, aide à saper le processus de socialisation des jeunes qui demande un engagement libre entre adultes et enfants.

Une dernière considération. Il est erroné de penser que la plupart des jeunes, même ceux qui se comportent mal, vont vous attaquer lorsque vous intervenez. Une minorité peut le faire et un nombre bien plus considérable peut vous dire d'aller vous faire... Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas intervenir, cela rend au contraire l'intervention encore plus importante qu'on ne le pense. D'autres adultes ne vous appuieront pas, certains parents défendront leurs enfants plutôt que soutenir vos actions. Mais c'est seulement en essayant de résoudre ce problème nous-mêmes que nous pouvons aider à développer le pays dans lequel nous vivons.